

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-C3-2025-056

**imposant des mesures d'urgence à la société SAS FERME ÉOLIENNE DE
SAINTE-VALIERE pour le parc éolien de Sainte-Valière qu'elle exploite sur le
territoire de la commune de Sainte-valière (11 120)**

**Le préfet de l'Aude
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 511-1, L. 512-20, L. 171-8, R. 512-69 et R. 512-70 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Christian POUGET, préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2024-069 du 30 décembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-020 du 17 juin 2025 confiant la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne ;
- Vu** la Liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) concernant les espèces menacées en France ;
- Vu** la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN du 17 septembre 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2016-014 du 3 juin 2016 autorisant l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de SAINTE VALIERE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-DBMC-2020-170-001 du 18 juin 2020 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées, accordé à la société Ferme éolienne de Sainte-Valière, Commune de Sainte-Valière ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11/66-C3-2022-082 du 16 décembre 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2016-014 du 3 juin 2016 portant autorisation unique d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du

vent, sur le territoire de la commune de Sainte-Valière (11), par la société Ferme éolienne de Sainte-Valière ;

Vu l'information faite par la société FERME EOLIENNE DE SAINTE-VALIERE, en date du 20 juin 2025, concernant une mortalité de Faucon crécerellette (*Falco naumanni*) pour du parc éolien de Sainte-Valière, découverte le 19 juin 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 20 juin 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'information faite par l'exploitant mentionne que, le 19 juin 2025, un cadavre de Faucon crécerellette (*Falco naumanni*) a été découvert au pied de l'éolienne n° E04 ;

Considérant que le Faucon crécerellette (*Falco naumanni*) est une espèce d'oiseaux protégée dont le statut de menace nationale et régionale élevées notamment dans la liste Rouge des espèces menacées en France de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) et la liste rouge régionale des oiseaux nicheurs d'Occitanie de l'UICN, statut : vulnérable ;

Considérant que cette espèce d'oiseaux protégée a aussi des enjeux locaux de préservation importants mentionnés dans la liste de hiérarchisation régionale des oiseaux nicheurs à protéger en Occitanie validée par le CSRPN le 17 septembre 2019 à savoir : enjeux forts ;

Considérant qu'il convient donc, en application des dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement, de prescrire en urgence la suspension d'activité du parc pour la période diurne, de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil, et la mise en œuvre des mesures d'évaluation et de gestion que rendent nécessaire les conséquences de cette mortalité ;

Considérant par ailleurs, qu'une première mortalité de Faucon crécerellette avait été découverte au pied de l'éolienne n° E04 le 12 mai 2025 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-DBMC-2020-170-001 du 18 juin 2020 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées, accordé à la société FERME EOLIENNE DE SAINTE-VALIERE, autorise une mortalité de Faucon crécerellette par période de 5 ans ;

Considérant par conséquent, que le parc doit faire l'objet d'un bridage permanent pendant une durée de 5 ans, dès l'arrivée des Faucons crécerellettes, et jusqu'au départ des oiseaux en migration, à l'automne, par mise en drapeau des éoliennes de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil ;

Considérant enfin qu'il est nécessaire de mettre en place un suivi de l'arrivée et du départ en migration du Faucon crécerellette par des écologues compétents afin d'identifier les dates de début et de fin du bridage diurne ainsi qu'un suivi de l'activité du Faucon crécerellette au cours de l'année 2025 et 2026 afin d'affiner la connaissance de la fréquentation du parc éolien par le Faucon crécerellette ;

Considérant que les dispositions proposées ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'urgence des mesures à mettre en œuvre ne permet pas de recueillir préalablement l'avis de la Commission Départemental de la Nature, des Paysages et des Sites ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société FERME EOLIENNE DE SAINTE-VALIERE SAS, dont le siège social est sis au 1 rue des arquebusiers à Strasbourg (67 000), est tenue de respecter les dispositions d'urgence prévues par le présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien situé sur le territoire de la commune de Sainte-Valière (11120).

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 - SUSPENSION DE L'ACTIVITÉ DIURNE DE L'ENSEMBLE DU PARC ÉOLIEN

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met à l'arrêt via un bridage diurne permanent par mise en drapeau des éoliennes de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil de l'ensemble du parc éolien (5 aérogénérateurs) jusqu'au départ en migration des Faucons crécerellettes.

La remise en service, totale ou partielle des installations, ne pourra être effectuée qu'après accord de l'inspection des installations classées, après lui avoir communiqué tous les éléments d'appréciation, et en particulier le rapport d'incident visé à l'article 3.

ARTICLE 3 - RAPPORT D'ACCIDENT

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, etc. ;
- les nouvelles mesures à mettre en œuvre pour la remise en service du parc,
- un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.

En fonction de l'avancement des différentes investigations, le rapport d'accident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.

ARTICLE 4 - ARRÊT DIURNE DES ÉOLIENNES EN FAVEUR DU FAUCON CRÉCERELLETTE

Pendant une durée de 5 ans, dès l'arrivée des Faucons crécerellettes, et jusqu'au départ des oiseaux en migration, à l'automne, le parc éolien fait l'objet d'un bridage diurne permanent par mise en drapeau des éoliennes de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après le coucher du soleil.

Les dates d'arrêt et de redémarrage sont adaptées chaque année à l'aide d'un suivi de l'arrivée et du départ des Faucons crécerellettes effectué par des écologues compétents. Ces dates ainsi que les justificatifs ayant permis de les déterminer sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et archivées.

ARTICLE 5 - SUIVI DE L'ACTIVITÉ DU FAUCON CRÉCERELLETTE

Afin d'étudier la fréquentation du site par le Faucon crécerellette, l'exploitant réalise un suivi de l'activité de l'espèce au cours des années 2025 et 2026.

Le rapport de suivi doit être transmis au service de l'inspection des installations classées dès réception.

ARTICLE 6 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

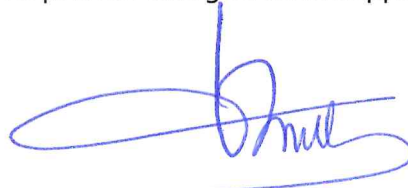
En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 9 - EXÉCUTION ET NOTIFICATION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Sainte-Valière sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Sainte-Valière et à la société FERME EOLIENNE DE SAINTE-VALIERE SAS, dont le siège social est sis au 1 rue des arquebusiers à Strasbourg (67000).

Fait à Carcassonne le **26 JUIN 2025** ,

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale empêchée,
La sous-préfète chargée de la suppléance



Marie-Hélène BOUISSAC